

Loi sur les banques

[Français]

Et avant moi, monsieur l'Orateur, nous avons entendu un député du Parti Crédit Social du Canada. Il a parlé de beaucoup de problèmes qui existent dans notre économie et que je reconnais comme lui. Nous avons maintenant au Canada une crise d'inflation et une crise de chômage dans notre pays. Nous avons aussi une crise sur la question de l'unité nationale, alors que le très honorable premier ministre (M. Trudeau) de notre pays a occupé cette fonction pour les dix dernières années. Et avant celui-ci, il n'y avait pas le Parti québécois, lequel constitue le grand problème de l'unité nationale. Monsieur l'Orateur, je dis qu'une des raisons pour laquelle l'unité nationale n'existe pas dans notre pays, c'est l'ensemble des problèmes économiques. J'ai déjà mentionné le chômage et l'inflation. Nous avons besoin dans notre pays d'un système d'égalité, l'égalité entre toutes les régions du Canada, l'égalité entre tous les individus, et l'instrument pour cette égalité c'est la Banque du Canada et le système de transport.

[Traduction]

C'est pourquoi il est capital que lorsque nous débattons des questions comme celles dont nous sommes saisis aujourd'hui, nous voyions la question à la lumière de l'évolution que nous voulons faire prendre à notre pays, et des principes sur lesquels nous voulons nous baser pour faire jouer à nos institutions le rôle que nous voulons leur confier. Il me semble que parmi les instruments essentiels à la planification de l'économie d'un pays, les institutions financières jouent un rôle clé. J'ai parlé aussi des transports, de l'alimentation et de l'agriculture, et ce ne sont là que quelques-uns des facteurs très importants dont il faut tenir compte, dans cette orientation. D'autres comme l'énergie et l'industrie pétrolière et gazière sont aussi à noter.

Nous devons également décider ce que nous voulons faire de nos banques. J'ai déjà parlé de contrôler les investissements et les bénéfices, tous éléments qui devraient être remis aux mains du public. C'est au public canadien que devrait revenir le contrôle en cette matière. Lorsqu'une nouvelle banque vient s'implanter, cela veut dire que le Canada a une banque étrangère de plus. Et le Canadien moyen en souffrira.

● (1602)

Les députés devraient songer à la création d'une banque nationale qui serait propriété de l'État. Certains des défenseurs les plus acharnés de la libre entreprise—et j'exclus le député de Spadina (M. Stollery)—se sentiraient peut-être mal à l'aise à cette seule idée. Ils devraient songer simplement que si le Canada accueille d'autres banques étrangères qui viendront solliciter les grandes sociétés canadiennes, les banques déjà en place devront augmenter leurs frais. Voilà pourquoi il faudrait créer une banque nationale pour faire équilibre à cette situation. Il serait possible de procéder rapidement et le gouvernement fédéral n'aurait qu'à transférer ses comptes dans cette nouvelle banque. Beaucoup de ces comptes sont vraiment payants; ils rapportent gros. Les banques en tirent d'énormes profits.

Et quand une banque traite des comptes du gouvernement fédéral, elle manipule l'argent public. Je ne vois pas pourquoi ces comptes ne pourraient pas être retirés des banques privées et déposés auprès d'une banque nationale comme placement

[M. Nystrom.]

initial. Je songe, par exemple, aux différents régimes de pension, au Régime de pensions du Canada, à la SCHL, aux programmes agricoles, à la Société du crédit agricole, et le reste. Le gouvernement fédéral dispose de sommes énormes. Pourquoi ne pas acheminer cet argent vers une institution bancaire publique? Une banque d'État serait l'instrument par excellence dans la planification économique. Il s'agit d'argent public. Pourquoi ne pas l'utiliser de la meilleure façon possible pour planifier aux noms des Canadiens?

M. Whittaker: Et que dire d'une baisse des taux d'intérêt?

M. Nystrom: Ce serait un moyen par excellence pour abaisser les taux d'intérêt. Je me réjouis que le député d'Okanagan-Boundary (M. Whittaker) l'ait mentionné. Si tous les comptes du gouvernement étaient inscrits dans une banque d'État, sans doute que le simple citoyen bénéficierait d'une baisse du taux d'intérêt ainsi que d'une diminution de frais. Si les banques canadiennes veulent disputer les comptes des grandes sociétés aux banques multinationales et étrangères, elles devront abaisser leurs taux d'intérêt et leurs frais de service. Il leur faudra quand même faire des bénéfices. Et elles iront les chercher auprès du simple citoyen qui n'a aucun moyen de se défendre face à un oligopole. Par contre, s'il existait une banque d'État, ces gens-là seraient en mesure de choisir. Ils pourraient traiter avec un système bancaire public. Les députés conservateurs ne devraient pas y voir un projet trop radical. Leur parti est à l'origine d'un grand nombre de sociétés de la couronne, par exemple, les Chemins de fer nationaux.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Ce ne sont pas des banques.

M. Nystrom: Non, ce ne sont pas des banques. A l'époque où le CN a été créé, beaucoup de députés conservateurs ont crié au scandale. Et ils ont été nombreux à crier au scandale lorsque la Société Radio-Canada a été créée.

M. Whiteway: Il y avait de quoi.

M. Nystrom: Eh bien, que le député aille donc dire cela à des électeurs conservateurs. Dans la circonscription du député de Selkirk (M. Whiteway), on aime bien la Société Radio-Canada, et on ne manque pas de l'écouter. Pendant combien d'années, chaque fois qu'il était question en Chambre d'une politique des transports, les députés conservateurs n'ont-ils pas critiqué le Nouveau parti démocratique parce qu'il réclamait la propriété publique d'une partie du réseau de transport, les chemins de fer par exemple. Il n'y a pas si longtemps que Peter Lougheed a décidé en Alberta de nationaliser la compagnie aérienne PWA. Et, pourtant, il dirige un gouvernement conservateur. Et je n'ai pas entendu beaucoup de députés conservateurs critiquer Peter Lougheed.

C'est cela exactement que mon parti aimerait voir faire dans le secteur bancaire. Il faudrait envisager la création d'une banque d'État. En quelques années, elle deviendrait l'une des plus importantes du pays, et avec quelques années de plus elle prendrait le premier rang. Cela constituerait pour le gouvernement un précieux instrument de planification qui permettrait d'obtenir pour tout le monde une économie beaucoup mieux équilibrée.